



# réseau

## des territoires pour l'économie solidaire

### Édito

#### Faire vivre le réseau dans les territoires

Cent personnes à l'Assemblée Nationale pour un débat dense d'une journée entre élus, acteurs et opérateurs de l'ESS, le RTES a incontestablement réussi son premier rendez-vous national, fin décembre. La Transversale(s) de ce numéro entend d'ailleurs d'en rendre compte (p.5 & 6).

Mais pour réaliser son projet de promouvoir les différentes initiatives des territoires, favoriser le transfert des bonnes pratiques, afin de développer, avec l'ensemble des acteurs, un autre modèle économique créateur d'emplois, le RTES doit s'appuyer sur un ensemble vivant et coordonné. Ce renforcement du fonctionnement de réseau sera l'un des enjeux de l'Assemblée générale de Lille, le mardi 7 juin au soir, qui précèdera la deuxième journée nationale d'échanges et débats du Réseau (voir ci-contre et agenda p. 4)

Pour sa troisième année de fonctionnement, le RTES s'il continue de gagner des adhérents – pas moins de 4 régions ont déjà ou sont en passe d'adhérer (voir zoom p. 3) –, doit aujourd'hui améliorer son fonctionnement et cela passe entre autres par un meilleur relais dans les régions. L'Assemblée générale devra donc discuter de l'organisation et des moyens à mettre en œuvre pour que les possibilités de rencontres avec le RTES pour toutes les collectivités qui pratiquent l'économie solidaire deviennent encore plus aisées et nombreuses. La demande souvent adressée au RTES par les acteurs, le 16 décembre, de construire une visibilité politique de l'ESS passe aussi par un meilleur maillage des territoires, seul apte à construire un réseau dense de collectivités de toutes tailles et de tous types.

Le bureau du RTES

Assemblée générale du RTES  
mardi 7 juin à 19 h en mairie de Lille

## Débatte pour innover

*Début juin à Lille, le RTES poursuivra la rencontre entre collectivités et acteurs entamée à Paris en décembre dernier. Cette fois, de nouveaux partenaires, des syndicalistes, les rejoindront pour aborder la contribution de l'ESS à la fourniture de services aux populations.*

*Débats essentiels autour de notions comme l'intérêt général et l'utilité sociale, et débats concrets, par exemple, sur l'apport des structures d'ESS à l'exécution de service aux publics, au travers de l'outil que constituent les Délégations de service public (DSP) ou sur le devenir des services d'utilité sociale développés grâce à des emplois aidés, se succèderont durant la journée.*

*Services à la personne, entretien du paysage, déplacements doux, l'ESS déploie ses activités dans les lieux où la cohésion sociale est menacée par l'isolement lié à l'âge ou au handicap, l'exclusion économique, ou le productivisme à outrance. Pour autant, elle ne doit renoncer ni à la qualité des services rendus, ni aux conditions de travail des agents chargés de les rendre. La présence de syndicalistes des principales confédérations fera que les questions d'emploi, de statut, de qualification, de rémunération seront aussi au cœur des débats.*

*Les collectivités et leurs élus seront tout particulièrement interrogés dans leur capacité à construire des réponses fines aux besoins émergents à partir des territoires, de croiser leurs actions avec celle de l'État, et de définir des organisations pérennes.*

**Christiane Bouchart**  
Présidente du RTES

## 1 Grenoble Ville

### Coopérations solidaires

Les services relations internationales et économie solidaire de la Ville ont un leurs efforts pour mettre sur pied une convention partenariale visant à promouvoir l'économie solidaire dans les villes liées à Grenoble par un accord de coopération décentralisée. Cette convention s'accompagnera d'un fonds, co-doté par les deux services, de 18000€ la première année, afin de promouvoir les initiatives d'économie solidaire et de dynamiser les accords de coopération décentralisée. L'objectif est de mettre en œuvre une véritable logique de transversalité appliquée à la thématique de l'économie solidaire à l'échelle de l'internationale. Un appel à projets sera lancé par la suite afin de soutenir une dizaine de projets associant habitants de Grenoble et habitants des villes jumelées, du Sud (Maghreb, Palestine, Afrique) mais aussi d'Europe de l'Est (Lituanie, Moldavie).

#### contact :

**Colette Fillion-Nicollet, adjointe ESS**

colette.fillion-nicollet@ville-grenoble.fr

### Créer au féminin

*Soixante-dix personnes, essentiellement des femmes, se sont retrouvées pour la deuxième table ronde des acteurs de la création au féminin à l'invitation de la Ville.*

Si la première édition, en 2004, portait sur la création d'activités, de l'idée au montage du projet, cette deuxième soirée voulait faire le point sur une période plus rarement appréhendée, celle de l'après. Six créatrices apportaient leurs témoignages sur ces premiers mois d'activité. Ce qui en ressort, du restaurant africain au dépannage informatique à domicile, c'est le sentiment d'isolement, dû à l'arrêt des accompagnements, puisque jusqu'à 3 ou 4 structures ont à connaître du projet dans la phase de montage et souvent plus rien après. À l'image de ce que proposent, les Informelles, un réseau de femmes créatrices (réunions hebdomadaires et conférences mensuelles, sans obligation de cotisation ou d'appartenance à une structure) les présentes souhaitent maintenant pérenniser ce type de rencontres et leur donner une fréquence plus régulière. Toutes les participantes reconnaissent que la réussite d'un projet ou d'une activité nécessite de l'écoute et de l'échange.

**contact : Dominique Maillard, chargée de mission économie solidaire**  
dominique.maillard@ville-grenoble.fr

## Zoom Régions solidaires en réseau

*De par leur compétence économique, les Régions constituent un des échelons ESSENTIELS de redéploiement de l'ESS. Déjà fort de trois Conseils régionaux, le RTES en accueillent trois nouveaux en ce début d'année, la Bourgogne et la Haute-Normandie, venant rejoindre le Nord-Pas de Calais, l'Île-de-France et le Poitou-Charentes, en attendant que Languedoc-Roussillon saute le pas. À qui le tour ?*

**A**près les dernières élections, l'ESS a été reconnue pour la première fois en Bourgogne avec la création d'une vice-Présidence et l'octroi d'un budget significatif de 4 millions € cette année. Un premier temps vient d'être consacré à l'état des lieux et au diagnostic.

Les actions prévues en 2005 et 2006 ont vocation à structurer l'ESS :

> Mise en place d'un comité de pilotage régional de l'ESS et de relais territoriaux afin d'animer et de développer l'économie sociale et solidaire dans les départements.

> Création d'un fonds de garantie territorial pour répondre aux besoins financiers des entreprises et associations.

> Edition d'un guide de l'économie sociale et solidaire en Bourgogne.

> Organisation d'Assises régionales de l'économie sociale et solidaire.

En Haute-Normandie, la concertation avec les acteurs de l'ESS a démarré dès l'automne 2004 avec l'organisation d'un forum régional marqué par une forte présence des acteurs de l'ESS : plus de 200 structures présentes. À l'issue de cette réunion, 4 ateliers thématiques associant élus, techniciens et acteurs ont planché sur les structures d'accompagnement à mettre en place et les outils à développer pour soutenir les initiatives de l'économie sociale et solidaire. De ces préconisations, naîtra à la rentrée de septembre une agence régionale de l'économie sociale et solidaire ayant pour missions, l'animation de l'inter-réseaux, l'accompagnement et la promotion. Ce semestre verra aussi la mobilisation de dispositifs d'aides aux projets et la mise sur pieds d'outils de financement solidaire, avant qu'un appel à projets ne vienne conclure cette première année d'économie solidaire en Haute-Normandie.

À noter que la Basse-Normandie n'est pas en reste puisque Cherbourg-Octeville, deuxième commune de la Région, déjà fortement engagée dans des initiatives d'ESS (épicerie de proximité, restauration inter-âges, formation d'habitants) au travers d'un programme « Territoire solidaire » soutenu par le Fonds social européen, vient également d'adhérer au RTES.

Plus au Sud, en Languedoc-Roussillon, Marie Meunier, nouvelle conseillère régionale et vice-présidente de la commission développement économique n'en est qu'au début du chemin, la première rencontre officielle des acteurs régionaux de l'ESS ayant eu lieu en mars dernier ; un des prochains actes concrets de la Région pourrait d'ailleurs être l'adhésion au Réseau. Partout dans les régions, les actions montent en puissance. En Poitou-Charentes comme en Ile-de-France, c'est la mise en œuvre des emplois-tremplins qui mobilisent les énergies. Jean-Yves le Turdu, conseiller régional en charge de l'ESS, se félicite d'avoir déjà engagés 40 des 500 à 1000 emplois-tremplins que la région Poitou-Charentes va affecter à des structures d'ESS durant les 6 prochaines années, sur un total de 10 000 emplois-tremplins prévus. En Ile-de-France, c'est le tiers des mille emplois-tremplins à créer en 2005, qui devrait aller au développement social et solidaire. Doté maintenant d'un comité de pilotage et d'Assises permanentes de l'ESS, et d'un budget de 30 millions € pour la mandature, la vice-présidence en charge de l'ESS, peut s'atteler à créer et pérenniser 10 000 emplois dans le secteur sur les cinq ans à venir.

Cette activité foisonnante des régions en matière d'ESS n'a pas échappé à l'Association des Régions de France (ARF) qui y consacre, depuis le début de l'année, un groupe de travail piloté par la première vice-présidente de la Région Midi-Pyrénées. L'économie sociale et solidaire s'impose donc comme l'une des composantes des politiques publiques innovantes menées par les régions. Les rendez-vous de Nantes et de Lille (voir dans cette lettre) en juin prochain qui aborderont ces questions seront donc des occasions importantes de prendre le pouls du mouvement en cours.

#### contacts :

**Philippe Hervieu, vice-pdt ESS**

**Bourgogne**

hervieupc@wanadoo.fr

**Claude Taleb, vice-pdt ESS/coopération décentralisée Haute Normandie**

claude.taleb@cr-haute-normandie.fr

**Cyrille Moreau, chargé de mission**

cyrille.moreau@cr-haute-normandie.fr

## 1 Sicoval

### « Initiatives pour une économie solidaire », l'âge de raison

Sept ans déjà que sous l'impulsion du maire-adjoint délégué à l'économie de Ramonville, un groupe de citoyen fondait d'une part iÉS comme outil financier local et Adepés pour promouvoir plus largement l'économie solidaire. Initiatives pour une économie solidaire (iÉS), société coopérative de capital risques régionale, atteint aujourd'hui un rythme de croisière.

Créée pour lutter contre le chômage et l'exclusion en soutenant la création ou le développement de petites entreprises, la coopérative de capital-risque investit sur des critères de proximité, de retour à l'emploi, de développement durable, de commerce équitable. iÉS a collecté depuis son lancement, un capital d'environ 110 000 € auprès de 220 coopérateurs dont 15 personnes morales (associations, CE, banques...) qu'elle a investi dans 10 entreprises, contribuant ainsi à la création ou au maintien d'environ 60 emplois.

Elle bénéficie depuis 2000 du label Finansol, le collectif associatif français des finances solidaires. La structure coopérative qui donne à chaque actionnaire un pouvoir égal, quel que soit son nombre de parts constitue un atout supplémentaire pour impliquer les citoyens-épargnants.

**contact : Initiatives pour une économie solidaire Maison de l'économie solidaire, 73, chemin Mange-Pommes, 31520, Ramonville : 05 61 75 12 97 www.ies.coop**

Cette information provient de la revue régionale *Pour* (une économie solidaire) qui relate l'essentiel de l'économie sociale et solidaire en Midi-Pyrénées. Passée à 16 pages, 2 couleurs, la revue bimensuelle éditée par l'Adepes en est à son 34<sup>ème</sup> numéro, et affiche ce mois-ci un dossier consacré à l'insertion par l'activité économique en Midi-Pyrénées et le portrait de 3 structures solidaires du quartier toulousain d'Empalot.

**Revue Pour Maison de l'économie solidaire, 73, chemin Mange-Pommes, 31520 Ramonville : 05 61 73 04 86**

Muriel.boudou@adepes.org

## ... Première rencontre du RTES

« Il faut être pédagogue, abandonner un langage trop militant, parler d'intérêt général plutôt que d'utilité sociale par exemple, insister sur la qualité de la vie, l'insertion, la citoyenneté active, croiser les actions de l'ESS avec les axes de développement de l'agglomération » telles sont les recommandations d'Alain Yvergniaux, en charge de l'ESS à Rennes-Métropole et expérimentateur de longue date de l'ESS sur son territoire (voir lettre du Réseau n°3). Donner donc de la lisibilité, en inscrivant par exemple l'ESS dans les chartes de développement économique ; même si en 2001, l'élus rennais constatait que le plan développement de l'ESS avait été voté à l'unanimité sans être vraiment lu ...

### Développer des services d'intérêt collectif

Dernière recommandation, il faut essayer de donner de la visibilité aux actions, en valorisant un projet exemplaire comme à Dijon, qui propose un centre de tri d'ordures ménagères géré sous forme d'une coopérative d'intérêt collectif. Car souvent, l'enjeu est là, développer un projet, et gérer un service, aussi bien, sinon mieux, que ne le ferait le privé. Pour que les financements affectés aux projets ne soient plus des « subventions », jugées souvent à fonds perdus, mais des investissements producteurs d'avenirs.

S'adresser au public, semble paradoxalement plus aisé. De Lille à Grenoble, en passant par Champigny, Chevilly-Larue ou Nantes, tous les territoires, toutes les collectivités ont proposé des Assises, forums, semaines, salons, voyages en économie sociale et solidaire. (comme cette lettre en a rendu compte au fil des numéros). Drainant des dizaines, des centaines voire des milliers de visiteurs, ces initiatives sont des occasions de

rencontres et de coopération avec, et entre, tous les acteurs d'un territoire et une manifestation concrète et vivante d'une réalité multiforme, des occasions de convaincre.

### L'ESS, créatrice d'innovations

Car de nombreuses questions se posent, que le débat et l'après-midi devaient évoquer. Qu'un haut-fonctionnaire souligne la dérive des cliniques vers le tout-privé en région Paca, ou un élu de Poitou-Charentes, le défi de la disparition des congrégations gérant des maisons de retraite, que des syndicalistes s'associent aux démarches d'économie solidaire en Normandie et contestent une crèche parentale à Nantes, que des acteurs de l'économie sociale notent de légers signes de reprise alors que d'autres évoquent rien moins qu'une monnaie solidaire, et que d'autres engagés dans l'économie solidaire depuis l'origine, il y a 20 ans, redoutent l'instrumentalisation qui leur ferait le perdre le sens d'une action qui a justement le sens à redonner à l'économie comme boussole ... Le champ de l'économie sociale et solidaire apparaît alors bien dans toute sa diversité.

Car au-delà des énoncés vertueux que penser de la réalité de la participation citoyenne, de la relation entre services publics et initiatives solidaires, du renouvellement de pans entiers de l'ESS pris entre caritatif et marché... chaque question constituant en soi un thème pour les réflexions et travaux du RTES.

Troisième secteur, à la résultante des tensions entre poussée libérale et résistance statutaire, quantité négligeable pour les uns, cheval de Troie pour les autres, il est espace d'innovations pour tous ceux acteurs ou élus qui en font l'espace d'innovations fragiles mais bien réelles.



# 1 Rhône-Alpes

## Deuxièmes assises régionales du commerce équitable 9-12 mai 2005

Après le succès des premières assises régionales du commerce équitable en 2003, une nouvelle édition se déroulera cette année, du 9 au 12 mai 2005 à Lyon, Grenoble et Annemasse. Organisées par un collectif d'associations du commerce équitable et de la solidarité internationale (Artisans du monde, Collectif de l'éthique dans le sucre, le CADR, EquiSol) en partenariat avec les collectivités locales de la région Rhône-Alpes, ces assises se structurent en 4 thématiques :

### Lundi 9 mai à Grenoble

« Réalité économique du commerce équitable »

(Créations d'activité et filières du commerce équitable dans la région)

### Mardi 10 mai à Lyon

« Commerce équitable et collectivités locales » (marchés publics, coopération décentralisée).

### Mercredi 11 mai à Lyon

« Éducation au commerce équitable »

### Jeudi 12 mai à Annemasse

« Échanges d'expériences entre acteurs du commerce équitable de différentes régions d'Europe »

### contacts :

**Solen Bel Latour,**  
chargée de mission, commerce équitable et tourisme solidaire,  
Ville de Grenoble  
solen.bellatour@ville-grenoble.fr

**Association EquiSol**  
equisol38@free.fr

## Agenda

### Du 1<sup>er</sup> au 3 juin

#### Colloque « politiques publiques et économie sociale et solidaire »

Nantes – Faculté de sciences économiques

14 conférences / 21 ateliers  
autour de 6 thèmes :

« Services de proximité, Culture, Entreprendre autrement, Solidarité internationale, Environnement, Activités physiques et sportives »  
(le matin à partir de 9 h)

– le jeudi - une matinée « Achats publics / achats responsables »

– le vendredi, « Approche des politiques territoriales » autour du nouveau livre de Jean-Louis Laville, et des ateliers consacrés aux pratiques de territoires, dont un avec la participation des réseaux de collectivités de l'ESS, REVES et RTES.

Accès libre

### Mardi 7 juin

AG du RTES / 19 h, mairie de Lille

### Mercredi 8 juin

#### Deuxième journée nationale d'échanges et de débats du RTES

Lille – Nouveau siècle, de 9h à 16h 30

#### Matinée

« L'intérêt général, l'utilité collective, quel sens dans le contexte actuel et les enjeux de société? »

9h 30 - Intervention de Jean Gadrey, économiste (Lille 1)

11h - Table ronde : « la contribution des services d'utilité sociale à la création de richesse et d'emplois »

avec : Martine Aubry, Maire de Lille, Valérie Létard, Sénatrice du Nord, (sous réserve), des représentants des confédérations syndicales (CGT & CFDT) et des réseaux associatifs (Francas, Uniopss).

#### Après-midi

14h 30 à 16h 30 - Travaux en ateliers

1- Les réponses de l'ESS dans la gestion des services publics délégués

2- Après les aides, comment pérenniser les services d'utilité sociale ?

3- Le rôle des collectivités pour accompagner la création, le développement et l'émergence de nouveaux services d'utilité sociale.

Inscription préalable auprès du RTES obligatoire

Pour tout renseignement :

Christiane Bouchart : 03 20 49 50 18  
Véronique Malé : 03 20 49 53 34  
cbouchart@mairie-lille.fr

D'autres rendez-vous

[www.rtes.fr](http://www.rtes.fr)

## Les collectivités locales adhérentes

Conseil régional Bourgogne \*  
Conseil régional Haute-Normandie \*  
Conseil régional Ile-de-France  
Conseil régional Nord-Pas-de-Calais  
Conseil régional Poitou-Charentes  
CA Dijonnaise (Comadi)  
CA Grenoble-Métro  
CA Nantes Métropole  
CA Rennes Métropole  
CA Plaine Centrale (94)  
CA SICOVAL Toulouse  
CU Creusot-Montceau-les-mines  
CC du Val de Drôme  
SIVOM Accord St Marcel (71)  
Ville d'Argentan  
Ville d'Audincourt  
Ville de Champigny s/Marne  
Ville de Cherbourg-Octeville \*  
Ville de Chevilly-la-rue  
Ville de Grenoble  
Ville de Lille  
Ville de Lyon  
Ville de Paris  
Ville de Saint-Denis  
Ville de Saint-Fargeau-Ponthierry (77)  
Ville de Seclin  
Ville de Stains  
Ville de Villeneuve-d'Ascq  
Ville de Wattrelos \*  
\* adhérents récents

## Les contacts dans les régions

### Est (Alsace/Bourgogne/France-Comté)

Pierre Jacob (Sivom Accord)  
tél. : 03.85.42.54.51  
sivom.accord@wanadoo.fr

### Ile-de-France

Maud Lelièvre (Ville de Saint-Denis).  
tél. : 01 49 33 62 23  
maud.lelievre@club-internet.fr

### Nord

Florence Lecocq (Ville de Villeneuve d'Ascq).  
tél. : 03 20 43 50 38  
flecocq@mairie-villeneuvevedascq.fr

### Ouest (Bretagne/Pays de Loire/ Normandie(s))

Alain Yvergnaux (Cité agglomération de Rennes).  
tél. : 02 23 25 05 05  
a.yvergnaux@wanadoo.fr

### Sud-Est (Rhône-Alpes/ Languedoc-Roussillon/Paca)

Colette Fillion-Nicollet (Ville de Grenoble)  
tél. : 04 76 76 35 60  
colette.fillion-nicollet@ville-grenoble.fr

### Sud-Ouest (Poitou-Charentes/Midi-Pyrénées)

Henri Arevalo (Cité d'agglomération Sicoval).  
tél. : 05 61 75 21 21  
henri.arevalo@wanadoo.fr

# réseau

## LA LETTRE DU RTES

Direction de publication : Christiane Bouchart  
Rédaction : Michel Dughéra [Agence Épices]  
mdughera@agence-epices.com - 06 86 00 98 59  
Contribution éditoriale : Éric Larpin [Agence Épices]  
Design : J.-M. Pubellier marcpub@wanadoo.fr  
Impression : Artésienne - tirage : 2000 ex.

Première rencontre du RTES

# Territoires, acteurs et enjeux de l'économie sociale et solidaire

**Le 16 décembre dernier, le RTES réunissait ses adhérents dans une salle de l'Assemblée nationale, pour sa première journée nationale d'échanges et débats. La salle ne devait pas désemplir de la journée, accueillant à la fois élus et techniciens des collectivités adhérentes et intéressées et acteurs de l'ESS, plus de cent personnes ; élus d'une trentaine de territoires et acteurs se sont pressés durant toute la journée pour appréhender la contribution des territoires au développement de l'ESS. Structurée autour de deux table rondes, l'une, le matin consacrée aux politiques mises en œuvre par les collectivités, et l'autre, dans le courant de l'après-midi, centrée sur les témoignages des acteurs de l'ESS et leurs attentes à l'égard des collaborations à nouer sur les territoires.**

« **N**ous sommes encore dans le convaincre », c'est ainsi qu'Henri Arévalo, élu de l'agglomération toulousaine et trésorier du Réseau concluait la matinée consacrée aux politiques d'économie sociale et solidaire menées par les collectivités territoriales. Les quatre témoignages présentés venus de collectivités de tous niveaux (ville, agglomérations, région) adhérentes du réseau, et les échanges avec la salle traduisaient en effet que les politiques publiques d'ESS sont encore en construction et qu'il faut les faire comprendre du grand public comme des autres élus.

Le tout dans un contexte général, brossé en tout début de journée par deux parlementaires, plutôt morose ; tout d'abord, Martine Billard, députée verte de Paris, pointait les responsabilités d'un gouvernement qui ne reconnaît que deux secteurs, un secteur privé marchand et un secteur public, puis Geneviève Perrin-Gaillard, députée socialiste des Deux-Sèvres, membre du groupe d'études parlementaires sur l'économie sociale, insistait sur l'actualité et les enjeux de l'ESS, à l'heure de l'AGCS (Accord général sur le commerce des services) et du Traité constitutionnel européen.

Développer l'ESS commence par un travail d'explication et de conviction. « L'ESS, il faut d'abord démontrer que ça existe », comme le dit Jean-Patrick Masson, élu à la Communauté d'agglomération de Dijon, en charge de ... l'environnement. L'explication commence le plus souvent par un état des lieux, qui crédite généralement l'ESS de 10 % des emplois du territoire, avec des pointes à 14 % dans l'Ouest, ainsi dans l'agglomération rennaise marquée par la coopération agricole, ou en Poitou-Charentes qui compte avec Niort la capitale nationale des mutuelles et la première Cres de France. Mais une assise conséquente et une histoire longue comme dans le cas de la Mutualité, ne suffisent pas pour autant.

## **D'abord convaincre**

Paradoxalement, ce n'est pas le grand public le plus difficile à convaincre, il faut d'emblée savoir faire face au scepticisme des autres élus, qui ont souvent, sinon des a priori négatifs, du moins une grande méconnaissance de cet ensemble flou qu'ils ramènent souvent au périmètre mieux circonscrit des mutuelles.

<...suite

## 1 Sicoval

### « Initiatives pour une économie solidaire », l'âge de raison

Sept ans déjà que sous l'impulsion du maire-adjoint délégué à l'économie de Ramonville, un groupe de citoyen fondait d'une part l'IES comme outil financier local et Adepés pour promouvoir plus largement l'économie solidaire. Initiatives pour une économie solidaire (IES), société coopérative de capital risques régionale, atteint aujourd'hui un rythme de croisière.

Créée pour lutter contre le chômage et l'exclusion en soutenant la création ou le développement de petites entreprises, la coopérative de capital-risque investit sur des critères de proximité, de retour à l'emploi, de développement durable, de commerce équitable. IES a collecté depuis son lancement, un capital d'environ 110 000 € auprès de 220 coopérateurs dont 15 personnes morales (associations, CE, banques...) qu'elle a investi dans 10 entreprises, contribuant ainsi à la création ou au maintien d'environ 60 emplois.

Elle bénéficie depuis 2000 du label Finansol, le collectif associatif français des finances solidaires. La structure coopérative qui donne à chaque actionnaire un pouvoir égal, quel que soit son nombre de parts constitue un atout supplémentaire pour impliquer les citoyens-épargnants.

**contact : Initiatives pour une économie solidaire Maison de l'économie solidaire, 73, chemin Mange-Pommes, 31520, Ramonville : 05 61 75 12 97 www.ies.coop**

Cette information provient de la revue régionale *Pour* (une économie solidaire) qui relate l'essentiel de l'économie sociale et solidaire en Midi-Pyrénées. Passée à 16 pages, 2 couleurs, la revue bimensuelle éditée par l'Adepés en est à son 34<sup>ème</sup> numéro, et affiche ce mois-ci un dossier consacré à l'insertion par l'activité économique en Midi-Pyrénées et le portrait de 3 structures solidaires du quartier toulousain d'Empalot.

**Revue Pour Maison de l'économie solidaire, 73, chemin Mange-Pommes, 31520 Ramonville : 05 61 73 04 86**

Muriel.boudou@adepes.org

### ... Première rencontre du RTES

« Il faut être pédagogue, abandonner un langage trop militant, parler d'intérêt général plutôt que d'utilité sociale par exemple, insister sur la qualité de la vie, l'insertion, la citoyenneté active, croiser les actions de l'ESS avec les axes de développement de l'agglomération » telles sont les recommandations d'Alain Yvergniaux, en charge de l'ESS à Rennes-Métropole et expérimentateur de longue date de l'ESS sur son territoire (voir lettre du Réseau n°3). Donner donc de la lisibilité, en inscrivant par exemple l'ESS dans les chartes de développement économique ; même si en 2001, l'élus rennais constatait que le plan développement de l'ESS avait été voté à l'unanimité sans être vraiment lu ...

#### Développer des services d'intérêt collectif

Dernière recommandation, il faut essayer de donner de la visibilité aux actions, en valorisant un projet exemplaire comme à Dijon, qui propose un centre de tri d'ordures ménagères géré sous forme d'une coopérative d'intérêt collectif. Car souvent, l'enjeu est là, développer un projet, et gérer un service, aussi bien, sinon mieux, que ne le ferait le privé. Pour que les financements affectés aux projets ne soient plus des « subventions », jugées souvent à fonds perdus, mais des investissements producteurs d'avenirs. S'adresser au public, semble paradoxalement plus aisé. De Lille à Grenoble, en passant par Champigny, Chevilly-Larue ou Nantes, tous les territoires, toutes les collectivités ont proposé des Assises, forums, semaines, salons, voyages en économie sociale et solidaire. (comme cette lettre en a rendu compte au fil des numéros). Drainant des dizaines, des centaines voire des milliers de visiteurs, ces initiatives sont des occasions de

rencontres et de coopération avec, et entre, tous les acteurs d'un territoire et une manifestation concrète et vivante d'une réalité multiforme, des occasions de convaincre.

#### L'ESS, créatrice d'innovations

Car de nombreuses questions se posent, que le débat et l'après-midi devaient évoquer. Qu'un haut-fonctionnaire souligne la dérive des cliniques vers le tout-privé en région Paca, ou un élu de Poitou-Charentes, le défi de la disparition des congrégations gérant des maisons de retraite, que des syndicalistes s'associent aux démarches d'économie solidaire en Normandie et contestent une crèche parentale à Nantes, que des acteurs de l'économie sociale notent de légers signes de reprise alors que d'autres évoquent rien moins qu'une monnaie solidaire, et que d'autres engagés dans l'économie solidaire depuis l'origine, il y a 20 ans, redoutent l'instrumentalisation qui leur ferait le perdre le sens d'une action qui a justement le sens à redonner à l'économie comme boussole ... Le champ de l'économie sociale et solidaire apparaît alors bien dans toute sa diversité.

Car au-delà des énoncés vertueux que penser de la réalité de la participation citoyenne, de la relation entre services publics et initiatives solidaires, du renouvellement de pans entiers de l'ESS pris entre caritatif et marché... chaque question constituant en soi un thème pour les réflexions et travaux du RTES.

Troisième secteur, à la résultante des tensions entre poussée libérale et résistance statutaire, quantité négligeable pour les uns, cheval de Troie pour les autres, il est espace d'innovations pour tous ceux acteurs ou élus qui en font l'espace d'innovations fragiles mais bien réelles.

